

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 222.405 du 6 février 2013

A. 205.441/XIII-6288

En cause :

1. **la Commune française de Camphin-En-Pévèle,**
2. **la Commune française de Wannehain,**
3. **VANDENMERSCH** Régis,
4. **JACOB** Stéphane,

ayant tous élu domicile chez
Me Jehan de LANNOY, avocat,
place J. Jacobs 5
1000 Bruxelles,

contre :

la Région wallonne,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Etienne ORBAN de XIVRY, avocat,
route de Beausaint 29
6980 La-Roche-en-Ardenne.

Partie intervenante :

la Société anonyme WINDVISION BELGIUM,
ayant élu domicile chez
Me Pierre MOËRYNCK, avocat,
avenue Georges Henri 431
1200 Bruxelles.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE DES REFERES,

Vu la requête unique introduite le 2 juillet 2012 par la commune française de Camphin-En-Pévèle, la commune française de Wannehain, Régis VANDENMERSCH et Stéphane JACOB en tant qu'ils demandent la suspension de l'exécution de l'arrêté du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité de la Région wallonne du 23 avril 2012 par lequel est octroyé à la société anonyme (S.A.) WINDVISION BELGIUM un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes au lieu-dit "Quatre-Chins" à Esplechin/Tournai;

Vu la requête introduite le 20 juillet 2012 par laquelle la S.A. WINDVISION BELGIUM demande à être reçue en qualité de partie intervenante;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la partie adverse;

Vu le rapport de M. DONNAY, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 12 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 3 janvier 2013 fixant l'affaire à l'audience du 28 janvier 2013 à 10 heures;

Vu la notification de l'ordonnance de fixation et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M^{me} GUFFENS, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me C. VAN HEURCK, loco Me J. de LANNOY, avocat, comparaisant pour les parties requérantes, Me B. HENDRICKX, loco Me E. ORBAN de XIVRY, avocat, comparaisant pour la partie adverse, et Me P. MOËRYNCK, avocat, comparaisant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M. DONNAY, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par requête introduite le 20 juillet 2012, la S.A. WINDVISION BELGIUM demande à intervenir; qu'il y a lieu d'accueillir cette requête;

Considérant que, par l'arrêt n° 221.486 du 22 novembre 2012 (A. 205.578/XIII-6299), le Conseil d'Etat a suspendu l'exécution de l'acte attaqué; qu'il s'ensuit que la demande de suspension n'a plus d'objet,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête en intervention introduite par la S.A. WINDVISION BELGIUM est accueillie.

Article 2.

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Article 3.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre des référés, le six février deux mille treize par :

M ^{me} GUFFENS,	conseiller d'Etat, président f.f.,
M ^{me} WIAME,	greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

V. WIAME.

S. GUFFENS.